

Les taux d'intérêts négatifs devraient vous effrayer !

Par Didier Maurin, Président et Administrateur de Katleya Gestion à Genève

Imaginez que vous ayez 10 milliards de dettes et des remboursements mensuels de 80 millions que vous ne pouvez honorer, mais que vous soyez tant indispensable à la société que vous abandonner en situation de faillite soit totalement exclu. Pour votre banquier, la solution est simple : elle consiste à continuer de vous octroyer un prêt de 500 millions de temps à autres, vous permettant ainsi de rembourser aisément vos 80 millions mensuels. Mieux ! Ce prêt vous est accordé à taux d'intérêt négatif, -2% par exemple, si bien que malgré vos mensualités, vous percevrez un intérêt de 10 millions de temps en temps !

Surréaliste ? Pas du tout ! C'est exactement la situation que connaissent nombre d'états à l'heure actuelle, tellement endettés qu'ils sont au bord du dépôt de bilan. Et comme il est hors de question de les laisser faire faillite sous peine de connaître une crise économique mondiale pire que celle de 1929, ayant généré le nazisme et la Deuxième Guerre mondiale, leur banquier, à savoir les banques centrales telles la Réserve fédérale américaine ou la Banque centrale européenne, n'a d'autre choix que de continuer à leur prêter des centaines de milliards en actionnant la planche à billets, avec des taux d'intérêts négatifs permettant de leur verser de l'argent !

Actuellement, quelque 15 000 milliards de dollars d'obligations à taux d'intérêts négatifs ont déjà été émises, mais la somme ne cesse de grossir et cette aberration économique mondiale devrait vous effrayer. En effet, elle constitue le signe avant-coureur que quelque chose «ne tourne pas rond» au niveau planétaire et qu'une crise importante se profile

car, jamais au cours des siècles, les taux négatifs n'ont existé.

Les économistes s'accordent à dire que, depuis la crise des subprimes de 2009, aucune solution économique n'a été mise en place pour épurer le marasme mondial, les Etats ayant simplement continué à faire grossir leurs dettes par centaines de milliards.

Quelles en sont les conséquences ? La première est une inflation des actifs qui génère des prix particulièrement élevés en bourse et sur certains marchés immobiliers, car on ne saurait imprimer des centaines de milliards pour sauver les Etats de la faillite sans qu'ils atterrisent quelque part. Ensuite, le surendettement des états signifie que l'impôt ne rentre plus suffisamment pour subvenir aux besoins financiers de ces mêmes Etats, et ce phénomène aura d'ailleurs un jour un impact sur la valeur de votre épargne en banque.

En effet, dans le cas où une nouvelle crise internationale surviendrait, il faudra saisir une partie de votre épargne afin de trouver les ressources nécessaires, car les Banques centrales ne pourront peut-être plus se permettre d'actionner à nouveau cette planche à billets sans générer une inflation et une dévaluation monétaire trop importante.

Est-ce surréaliste ? Pas du tout ! C'est exactement ce qui est advenu à Chypre en 2012-2013. Lors de la faillite de deux banques du pays, 10% de l'ensemble des avoirs des déposants ont été saisis dans l'ensemble des banques chypriotes, et 47,5% des dépôts supérieurs à 100.000Euros de BoC (Bank of Cyprus)

ont été transformés en actions (autrement dit, saisis) afin de recapitaliser celle-ci. Les politiciens aux quatre coins de la planète sont malins. Ils savent non seulement qu'une crise très grave peut survenir un jour et votent en conséquence les textes de loi qui leur permettront de «prélever» le moment venu, à l'image de la BRRD en Europe, mais surtout ils veillent à ajouter le mot «solidarité» dans leurs textes les autorisant à des saisines sur TOUT le monde, dans un cadre parfaitement légal !

Naturellement, des révoltes politiques et sociales sont à craindre, avec des victimes à la clé, comme c'est malheureusement le cas lors de révolutions.

A ce jour, le stock total de dettes publiques et privées est au plus haut au niveau international puisqu'il représente trois années de PIB mondial. Ce niveau est si élevé qu'il devrait normalement provoquer immédiatement une récession, doublée d'une nouvelle crise financière du fait du risque de défaillances en chaîne. Pour tenter de l'éviter, seule une drogue monétaire a pour le moment été servie en guise de soins palliatifs à ces états dont les finances sont à l'état végétatif.

Cela ne préfigure rien de bon. A la lumière de votre patrimoine, vous feriez bien de vous en inquiéter.